

Hommage à Jean-Paul Fitoussi, par Jean Pisani-Ferry

C'est au moment de son retour en France, au début des années 1980, que j'ai connu Jean-Paul Fitoussi. Mais c'est surtout à partir de 1992 que nous avons travaillé ensemble, d'abord comme directeurs de deux centres de recherche en économie, l'OFCE (pour lui) et le Cepii (pour moi), avant de devenir collègues à Sciences Po, et aussi amis. Lorsqu'il y a quelques jours, rentrant tout juste d'un séjour à Washington, j'ai retrouvé le bureau que nous partagions à Sciences Po, mon bloc portait encore les conseils gourmands qu'il m'avait donnés en vue de ma prochaine visite à Florence.

D'autres ont, mieux que je n'aurais pu le faire, témoigné de l'apport académique de Jean-Paul. Je voudrais seulement rappeler sa démarche. Il se voulait hétérodoxe, parce qu'il jugeait qu'il y avait plus à découvrir en s'écartant de la ligne qu'en restant dans la ligne. Mais il savait les dangers d'une pensée qui s'en affranchit à ce point qu'elle en finit par se prendre elle-même comme référence. Sa démarche, il l'avait décrite en 1988 dans un livre co-écrit avec Edmund Phelps, *The Slump in Europe* : "our strategy will be to make a series of departures from the orthodox model, each in a new theoretical direction, always returning to the orthodox base camp rather than attempting to accumulate the departures as we go". Hétérodoxe donc, mais intellectuellement discipliné. C'est la corde raide sur laquelle il allait s'attacher à franchir les précipices.

Je voudrais parler du rôle qu'il a joué dans le débat français et européen. Au début des années 1990, la cause semblait entendue : il n'y avait qu'une bonne politique. Parce que le système soviétique s'était effondré, parce qu'aux premiers temps du mitterrandisme la gauche était partie trop loin, avec les nationalisations à 100% et la tentation isolationniste de

l'autre politique, plus aucun pas de côté ne semblait plus possible. Ce que Jean-Paul a entrepris de faire dans ce contexte, avant de synthétiser sa démarche en 1995, dans *Le Débat Interdit*, c'est de restituer un espace de discussion. Non pas entre de grandes voies alternatives dont l'heure était passée. Mais sur les stratégies et les moyens. Il était pour la monnaie européenne, pour la stabilité des prix, pour l'équilibre extérieur. Mais il tenait à ce qu'on discute des voies pour y parvenir, qu'on cesse de prétendre que la fin dictait les moyens. Et c'est ce rôle qu'il a assigné à l'OFCE qu'il a dirigé pendant plus de vingt ans. Dans un paysage sensiblement moins divers qu'il ne l'est aujourd'hui, l'institut n'a cessé d'aiguillonner utilement les responsables de la politique économique.

En 2002 Jean-Paul publie *La Règle et le Choix*, dont il faut citer in extenso les premières phrases, tant elles sont prescientes : « Telle qu'elle s'est construite, l'Union européenne présente un paradoxe : elle a certes nécessité de notables abandons de souveraineté de la part des États qui la composent, mais elle n'y a encore substitué aucun équivalent à l'échelle communautaire. Privilégiant un mode d'intégration qui consiste surtout à contenir les prérogatives des États à l'intérieur de normes toujours plus contraignantes, elle a peu à peu vidé le siège de la souveraineté nationale sans pour autant investir celui de la souveraineté européenne ». Ces propos étaient, à l'époque, fortement hétérodoxes. Ces lignes qui ouvrent une critique serrée des silences démocratiques de la construction européenne, on les croirait aujourd'hui extraits d'un discours d'Emmanuel Macron, si ce n'est pas d'Ursula von der Leyen.

En 2009 enfin, il remet au président Sarkozy un rapport préparé avec ses vieux complices Joe Stiglitz et Amartya Sen sur la mesure de la performance économique et du progrès social. La question est celle du PIB, de sa mesure, de ses limites, et des substituts possibles. Quelques années plus

tôt, le rapport Stern a relancé la discussion sur les politiques climatiques. 2009 est l'année de l'échec de la conférence de Copenhague, et l'accord de Paris est encore loin. Mais la question des indicateurs et de leur rôle dans la politique économique est déjà posée. Le rapport ne la résout pas, parce qu'elle n'est pas soluble. Mais il l'explore avec une grande clarté, et fournira la base des progrès des comptes nationaux.

Hétérodoxie disciplinée, passion du débat, culte de la démocratie, mentalité de défricheur. C'est tout cela qui va manquer.